

Document

Déclaration unitaire : pour un grand 1er mai de convergence des luttes ! (29.04)

samedi 25 avril 2009

Après les mobilisations des 29 janvier et 19 mars, c'est un 1er mai exceptionnel qui se prépare dans toute la France. Pour la première fois depuis longtemps, en effet, toutes les organisations syndicales y appellent ensemble et prévoient plus de manifestations qu'il n'y en a eu le 19 mars.

Cela fait maintenant plusieurs mois que la colère sociale grandit dans le pays, multipliant les actions les plus diverses. La défense de l'emploi et le refus des licenciements sont à l'origine de conflits de plus en plus nombreux. Des secteurs comme l'université et l'éducation, la santé ou la Poste sont mobilisés depuis des mois. D'autres comme EDF-GDF intensifient leurs actions. Le 1er Mai peut constituer une étape supplémentaire dans la convergence et la généralisation de mobilisations sociales dont le mouvement des Antilles, notamment, a montré l'efficacité.

Bien que les choix politiques du gouvernement soient de plus en plus largement mis en cause, celui-ci refuse d'entendre les exigences sociales qui se sont exprimées, entre autres, au travers de la plate forme intersyndicale du 5 janvier et dans les journées des 29 janvier et 19 mars. Le gouvernement loin d'apporter une quelconque réponse aux urgences sociales du pays, une quelconque réponse efficace à la crise, laisse faire les plans de licenciement, continue de mettre en œuvre des choix qui font payer aux populations l'addition de la crise et s'enfoncent à tous les niveaux dans un autoritarisme et un mépris insupportables. Tous les clignotants de la situation sociale et économique du pays restent au rouge. Il faut mettre un coup d'arrêt à la politique de Nicolas Sarkozy et du Medef et contribuer à faire grandir l'exigence d'autres choix de justice et de solidarité.

Cela concerne notamment l'opposition aux suppressions d'emplois et à la précarisation, dans le privé comme dans le secteur public, l'augmentation des salaires, du SMIC, des minimas sociaux et des retraites; la défense et le développement des services et de l'emploi publics ; l'annulation des lois Bachelot et Péresse, la réorientation des richesses vers le développement de productions et de services susceptibles d'engager notre pays dans un tout autre mode de développement fondé sur la satisfaction des besoins sociaux dans le respect des équilibres écologiques.

La réunion du G20 présentée par Nicolas Sarkozy comme un grand succès n'a fait que conforter les choix qui sont à l'origine même de la crise. Aucun des mécanismes d'accumulation financière à l'origine de celle-ci n'est mis en cause, l'essentiel pour N. Sarkozy comme pour les dirigeants des grandes puissances étant la sauvegarde même de ces mécanismes.

De plus en plus en difficulté, le gouvernement semble aujourd'hui tenté par une stratégie de la tension dans laquelle il agite à nouveau le thème de l'insécurité. Il renforce sa volonté de criminaliser l'action sociale et collective, tente d'instrumentaliser les « séquestrations de patrons » que soutient une majorité de la population et lance une nouvelle loi sécuritaire stigmatisant les jeunes. Les enquêtes d'opinion ont montré que l'exaspération sociale était largement partagée. Nous refusons toutes atteintes aux libertés qui visent à museler la contestation sociale et politique.

La question de l'emploi devient cruciale. Face à des groupes qui sacrifient leurs salariés au profit de la rémunération des actionnaires et des plus hauts dirigeants patronaux, il est temps de stopper au plus vite les licenciements et d'éliminer toute conséquence du chômage partiel pour les salarié-e-s. Nous agissons dans ce sens aux côtés de celles et ceux qui sont concerné-e-s.

Nos organisations, comme elles l'ont fait lors des précédents rendez-vous de mobilisation sociale, appellent à la réussite d'un 1er mai 2009 historique. Elles seront aux côtés des salarié-e-s, de tous les travailleurs, de toute la population pour amplifier la mobilisation populaire afin d'obtenir les changements de cap politiques nécessaires.

Signataires : Les Alternatifs, le NPA, le PCF, le PS, La Gauche Unitaire, Le PG, Le MRC, Le PCOF, La Fédération, ADS, Alter-Ekolos-Ecologie Solidaire, La CNCU.